



CONJONCTURE ECONOMIQUE

Synthèse annuelle 2025

Stabilisation avant de nouveaux relais de croissance ?

En 2025, l'économie guadeloupéenne confirme sa résilience dans un contexte d'inflation modérée et de climat des affaires bien orienté. L'investissement comme le tourisme conservent un rythme soutenu. En revanche, la consommation des ménages reste sous pression, tandis que le BTP poursuit son ajustement relatif à la baisse de la commande publique. Le marché du travail se maintient. La dynamique entrepreneuriale est soutenue, malgré une hausse des défaillances. Au regard des nombreux chantiers programmables sur le territoire, le secteur bancaire accompagne le financement de l'économie.

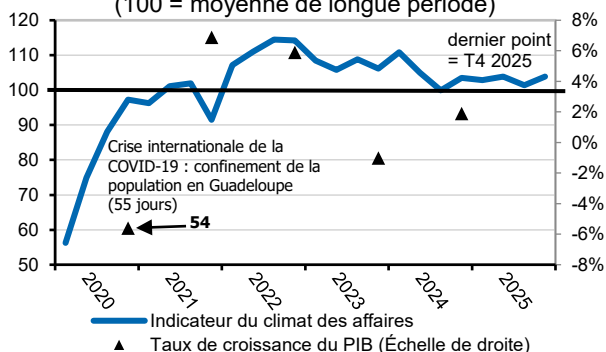
Une conjoncture globalement favorable malgré des tensions

Le climat des affaires reste bien orienté...

En 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) reste bien orienté, se maintenant au-dessus de sa moyenne de longue période (103,0 points, après 104,8 en 2024). Cette bonne tenue masque toutefois une activité jugée encore fragile. Ceci se reflète dans le recul du chiffre d'affaires déclaré à la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP) : -2,6 %, après une légère hausse de 0,85 % en 2024. Cette évolution recouvre toutefois des situations contrastées : les grandes entreprises enregistrent une progression de leur chiffre d'affaires (+1,1 %), tandis que les TPE-PME accusent un net repli (-4,0 %). Les chefs d'entreprise font état d'une bonne maîtrise de leurs charges d'exploitation et une amélioration des délais de paiement, soutenant leur appréciation du climat des affaires.

En parallèle, la dynamique entrepreneuriale reste soutenue, avec un nombre record de 9 150 entreprises créées en 2025 (+11,8 %), portée par les micro-entreprises. Cette vitalité s'accompagne toutefois d'une hausse des défaillances (+44,3 % sur un an), désormais supérieures à leur niveau de 2019.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)

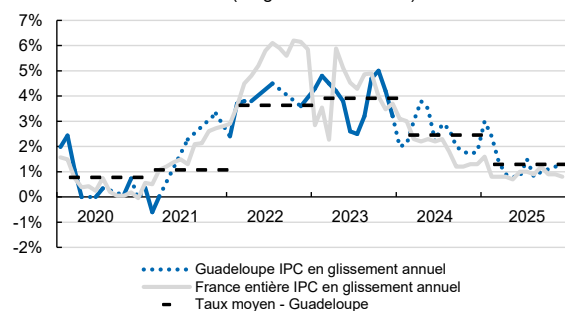


Source : CEROM, Enquête de conjoncture IEDOM. © IEDOM

...dans un contexte d'inflation maîtrisée

En 2025, le rythme de progression de l'indice des prix à la consommation (IPC) ralentit. En moyenne sur l'année, l'IPC progresse de 1,3 % contre +2,6 % en 2024, principalement grâce à la baisse des prix de l'énergie (-4,7 %) et des produits manufacturés. À l'inverse, les prix de l'alimentation (+1,7 %) et des services (+3,1 %) poursuivent leur hausse.

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



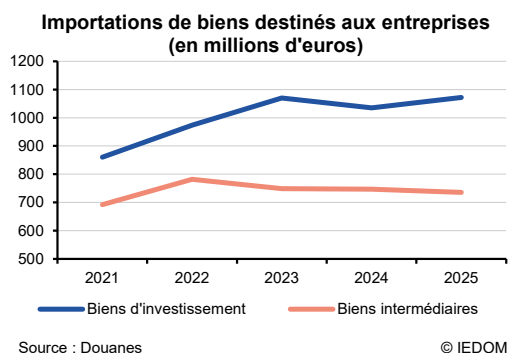
Source : Insee. © IEDOM

Le niveau général des prix demeure élevé, notamment en raison de l'insularité de l'archipel, qui renchérit les coûts d'approvisionnement. Dans ce contexte, les pouvoirs publics renforcent les mesures de soutien au pouvoir d'achat. Le « Bouclier Qualité-Prix » de 2025, conclu avec 22 entreprises volontaires, impose une baisse du coût du panier, constitué au maximum de 105 produits, de 3 % à 3,5 % par rapport à 2024. Cette mesure s'ajoute aux baisses ciblées observées sur certains produits de grande consommation, contribuant à réduire l'impact de la vie chère sur les dépenses des ménages.

L'investissement privé se maintient à un niveau élevé

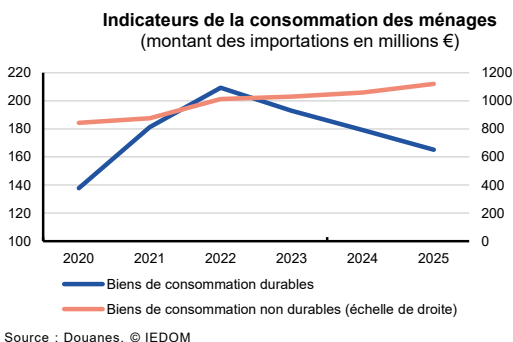
En 2025, l'investissement privé se maintient à un niveau élevé, mais progresse à un rythme moins soutenu après une année 2024 particulièrement dynamique. Cette décélération se reflète dans plusieurs indicateurs : les montants déclarés à la DRFIP atteignent 42,3 millions d'euros (contre 43,6 millions en 2024) et la progression des crédits d'investissement ralentit (+3,5 % après +11,8 %). Les importations de biens d'investissement repartent toutefois à la hausse (+3,6 %), confirmant un niveau d'effort toujours conséquent de la part des entreprises.

Ces dernières poursuivent en effet la modernisation de leur outil productif, en combinant investissements destinés à renforcer leur compétitivité et dépenses liées aux mises en conformité réglementaires. Parallèlement, plusieurs projets structurants ont soutenu l'activité : l'extension du port maritime de Jarry, le chantier de la Technopole Audacia Caraïbes, la mise aux normes parasismiques des bâtiments de l'État, l'achèvement du lycée général et technologique de Baimbridge, la construction de nouveaux établissements hôteliers (dont le Pullman), la rénovation de la marina du Gosier, la poursuite des travaux du Plan Eau ainsi que les chantiers des maisons d'arrêt de Baie-Mahault et de Basse-Terre.



Une consommation des ménages sous tension

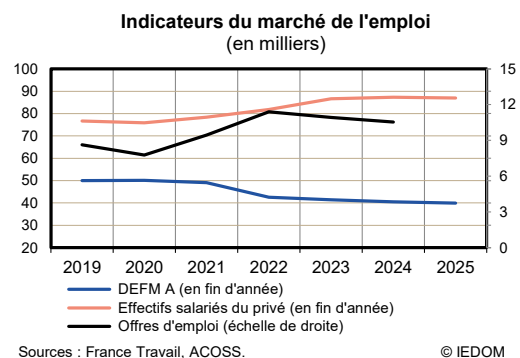
En 2025, la consommation des ménages se maintient, mais sous une pression croissante. Les achats importants reculent nettement, comme en témoigne la baisse des importations de biens durables (-7,7 %), tandis que les dépenses du quotidien restent dynamiques (+5,8 % pour les biens non durables).



Malgré un taux de crédit à la consommation historiquement élevé (7,41 % au 4^e trimestre), le recours au crédit continue d'augmenter (+6,3 % après +3,1 % en 2024), suggérant que les ménages s'endettent davantage pour maintenir leur niveau de consommation. Cette tension financière se reflète dans la hausse des situations de fragilité : le nombre de dossiers de surendettement déposés atteint un niveau record (817, +23,4 % sur un an). Les incidents de remboursement diminuent, mais restent supérieurs aux niveaux observés entre 2019 et 2023, confirmant une situation encore délicate pour une partie des ménages.

Un marché de l'emploi stabilisé, mais encore marqué par des fragilités structurelles

En 2025, le marché du travail guadeloupéen reste globalement résilient malgré un chômage structurellement élevé (17,2 % en décembre). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue légèrement (-1,4 % sur un an, soit 39 960 inscrits), une baisse liée en partie à davantage de sorties pour non-actualisation. Dans le même temps, les offres collectées par France Travail reculent (-4,2 %), signe d'un environnement moins dynamique pour les employeurs. Malgré ce contexte, l'emploi privé se maintient à un niveau élevé : avec 86 920 salariés en décembre (-0,4 %), les entreprises parviennent globalement à stabiliser leurs effectifs. Les tensions de recrutement restent toutefois fortes, 45 % des projets d'embauche étant jugés difficiles, notamment dans la santé et le BTP. L'emploi public demeure pour sa part relativement stable sur l'année (-0,5 %), avec 40 497 agents.



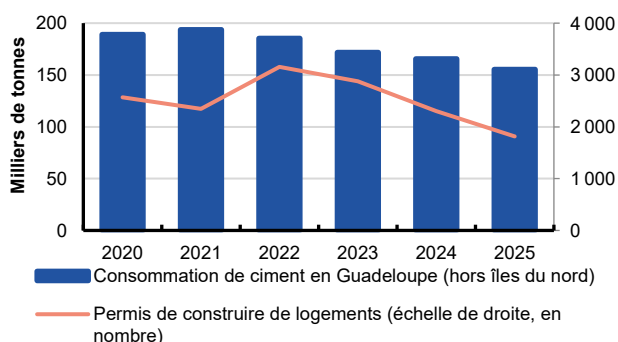
Des échanges extérieurs tirés à la baisse par les produits pétroliers

En 2025, les échanges extérieurs sont fortement influencés par la baisse des produits pétroliers. Les importations diminuent de 1,6 % sur un an, principalement en raison du recul marqué des achats de produits pétroliers (-18,1 %). Hors énergie, les importations progressent toutefois de 2 %, portées par les biens d'investissement et les biens de consommation non durables. Les exportations reculent plus nettement (-11,2 %), elles aussi affectées par la chute des réexpéditions de produits pétroliers (-28,4 %). En excluant ces produits, la baisse reste limitée (-1,6 %), atténuée par la hausse des exportations de biens d'investissement (+12,2 %) et de produits primaires (+9,4 %). Dans ce contexte, le déficit commercial (hors services) demeure élevé, à 3,4 milliards d'euros, mais se réduit légèrement (-0,6 % sur un an).

Un repli du secteur du BTP et du commerce, compensé par un tourisme dynamique

En 2025, l'activité du secteur du BTP recule de nouveau, poursuivant son ajustement à une commande publique en baisse depuis 2022. Ce repli se retrouve dans l'ensemble des indicateurs : la consommation de ciment diminue de 6,2 % sur un an, les attestations de conformité électriques et les permis de construire poursuivent leur baisse (respectivement -4,4 % et -21,3 %). Dans ce contexte, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur se contracte de 9,8 % et leur encours de crédit de 4,7 %. Ce recul s'accompagne de difficultés de trésorerie, alimentées par des délais de paiement encore élevés. La commande publique demeure limitée, avec 331 appels d'offres publiés entre novembre 2024 et novembre 2025 (-14,9 %), et un taux d'attribution qui, bien qu'en hausse (+17,1 % sur un an), reste faible à 9,4 %. À moyen terme, plusieurs projets structurants (extension du port de Jarry – 180 millions d'euros, déviation de la Boucan à Sainte-Rose – 110 millions d'euros, le plan eau 2024-2027 – 320 millions d'euros) devraient soutenir l'activité. En parallèle, la progression des crédits à l'habitat (+4,9 %) laisse entrevoir un relais progressif de la demande privée en 2026.

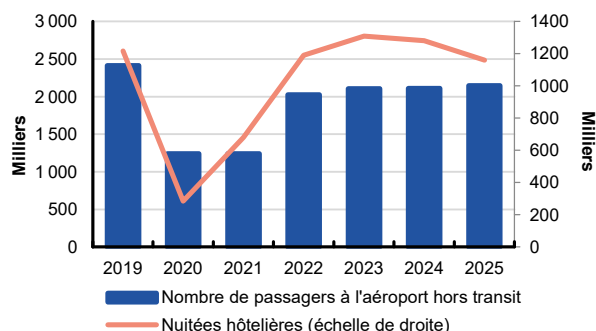
Consommation de ciment et permis de construire



Sources : Lafarge Ciments Antilles, SDES. © IEDOM

En 2025, l'activité touristique se maintient à un niveau élevé, portée par un trafic aérien dynamique. L'aéroport Guadeloupe Maryse Condé accueille 2,1 millions de passagers hors transit (+1,8 % sur un an), soit 89 % de son niveau de 2019, avec une clientèle majoritairement issue de l'Hexagone. Le secteur des croisières reste également bien orienté, totalisant 235 922 croisiéristes (+2,0 %), soutenu à la fois par les compagnies historiques et l'arrivée de nouveaux armateurs. Toutefois, des fragilités apparaissent. Le développement des meublés de tourisme accentue la concurrence avec l'hôtellerie traditionnelle, contribuant à la baisse des nuitées hôtelières (-9,4 %), alors même que le chiffre d'affaires de l'hébergement-restauration demeure globalement stable (-0,5 %). À moyen terme, les perspectives restent favorables. L'offre hôtelière, déjà significative (52 établissements et 3 005 chambres, contre 49 hôtels et 2 791 chambres en Martinique), devrait encore s'étoffer avec plusieurs projets d'envergure : le Pullman Royal Key Wellness Resort au Moule (32 M€, fin 2026), le Novotel Guadeloupe Aéroport aux Abymes (44 M€, fin 2028) et la rénovation de l'Ibis à Pointe-à-Pitre (fin 2027). Parallèlement, le groupe Karukera prévoit l'ouverture d'un hôtel 5 étoiles à Saint-François (90 M€), annoncée pour fin 2028.

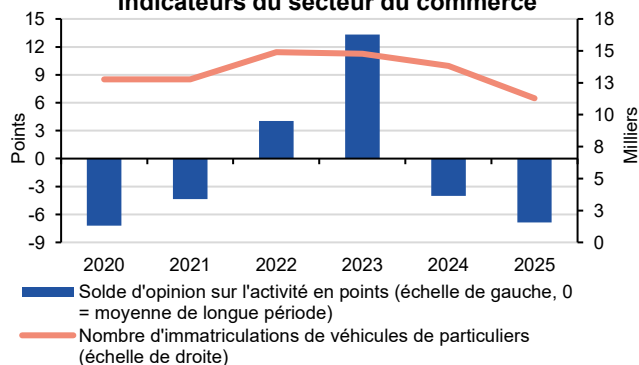
Trafic de passagers à l'aéroport et nuitées hôtelières



Sources : Aéroport Guadeloupe Maryse Condé, Insee. © IEDOM

En 2025, le secteur du commerce pâtit d'une consommation des ménages peu dynamique. Le chiffre d'affaires recule de 2,1 % pour s'établir à 6,1 milliards d'euros, alors qu'il progresse au niveau national (+1,1 %). La collecte de TVA¹ diminue également (-1,8 %, à 251 millions d'euros), après une hausse en 2024, tandis que les recettes d'octroi de mer se stabilisent après deux années de repli, atteignant 363,5 millions d'euros. En parallèle, le marché automobile traverse une période difficile : les immatriculations de véhicules particuliers neufs chutent de 12,2 % (12 265 unités contre 13 962 en 2024). Cette baisse s'explique en partie par la forte hausse du prix moyen des véhicules, passé d'environ 19 000 euros en 2019 à près de 27 000 euros en 2025, ce qui pèse sur la capacité d'achat des ménages.

Indicateurs du secteur du commerce



Sources : Enquête de conjoncture IEDOM, SDES-RSVERO. © IEDOM

L'activité des industries agroalimentaires (IAA) et celle du secteur primaire montrent quelques signes d'améliorations en 2025. Les exportations agroalimentaires se stabilisent en valeur (-0,5 % après -7,4 % en 2024) et progressent fortement en volume (+22,5 %). La production primaire s'améliore également : les exportations de bananes augmentent (+2,2 %) et les abattages de viande progressent (+3,5 %), tirés par la filière porcine (+6,0 %). Ces évolutions restent toutefois contraintes par des coûts de production élevés, qui pèsent sur la trésorerie des entreprises et des exploitations. Dans ce contexte, plusieurs projets structurants soutiennent les deux secteurs : la mise en

¹ Versements spontanés de TVA

service de l'usine des Délices Surgelés multiplie par cinq les capacités de production, tandis que l'Agropark, attendu en 2026, vise à renforcer la transformation locale.

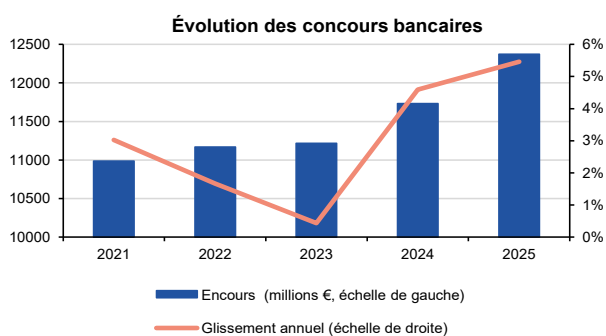
En parallèle, la Région lance un appel à projets pour accompagner les petites exploitations face aux risques (vois, sécheresse et problèmes sanitaires).

Les acteurs bancaires continuent de contribuer au financement de l'économie

L'activité bancaire reste dynamique

En 2025, l'activité bancaire reste soutenue, avec un encours total de crédits atteignant 12,3 milliards d'euros (+4,9 % après +4,6 % en 2024), dans un contexte d'inflation maîtrisée. Les établissements installés localement financent 73 % des besoins du territoire, mais leur croissance (+1,8 %) est moins rapide que celle des établissements non installés (+14,3 %)².

Les encours de crédits aux ménages (5,7 milliards d'euros) sont plus dynamiques en 2025 (+6,0 % après +4,5 % en 2024), portés à la fois par les crédits à l'habitat (+5,7 %) et les crédits à la consommation (+6,3 %). L'encours des crédits aux entreprises (5,3 milliards d'euros) continue de croître, mais à un rythme moins soutenu sur un an (+3,3 % après +7,9 % en 2024). Cette évolution s'explique notamment par une croissance moins rapide des crédits d'investissement (+3,5 % après +11,8 % en 2024) et des crédits immobiliers (+3,2 % contre +7,7 % l'année précédente). Les crédits d'exploitation des entreprises se stabilisent (+0,4 %), après avoir connu une croissance historique en 2020 liée à la mise en place des Prêts Garantis par l'État (PGE). Les crédits aux collectivités locales (915,6 millions d'euros) se redressent pour leur part en 2025 (+1,8 %), après avoir diminué pendant quatre années consécutives. Leur croissance est tirée exclusivement par les établissements bancaires non installés localement (+27,1 %), les crédits octroyés aux collectivités locales par les établissements bancaires installés localement demeurant en recul (-4,1 %).



Source : IEDOM, SURFI, RUBA.

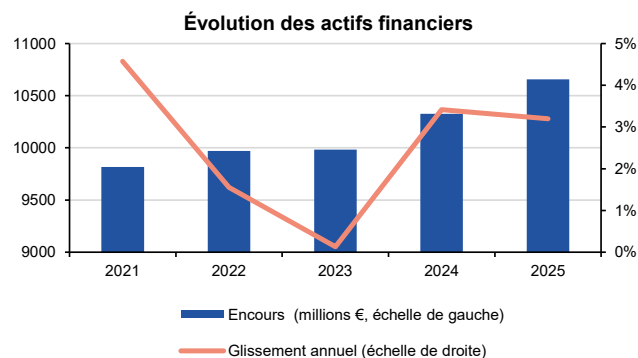
©IEDOM

La sinistralité de la place bancaire est stable, avec un taux de créances douteuses en dessous de 5 %.

Les actifs financiers progressent

Les avoirs financiers atteignent 10,7 milliards d'euros en 2025 (+3,2 %). Les établissements installés localement concentrent 91 % de l'épargne locale, mais leur croissance (+1,3 %) est nettement inférieure à celle des établissements non installés (+25,6 %). Avec 7,1 milliards d'euros d'actifs, les ménages sont les premiers déposants en Guadeloupe. Leur épargne financière progresse sur un an (+4,1 % après +3,4 % en 2024), tirée par

les placements à long terme (+4,6 %) et notamment l'assurance-vie dont l'encours avoisine les 2 milliards d'euros à fin 2025 (+7,8 %). Les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme des ménages progressent pour leur part plus lentement (respectivement +2,5 % et +4,9 %).



Source : IEDOM, SURFI, RUBA.

©IEDOM

Les avoirs des entreprises reculent légèrement (-0,8 % contre +4,5 % en 2024), pour s'établir à 2,9 milliards d'euros, une évolution principalement liée à la forte baisse des placements indexés sur les taux de marché (-11,0 %). Dans un contexte marqué par une diminution progressive des taux en 2025, ces placements perdent en attractivité et sont moins rémunérateurs que les années précédentes. De même, l'épargne à long terme des entreprises se contracte (-19,1 %). En contrepartie, les entreprises réallouent leurs placements vers des instruments plus liquides et immédiatement mobilisables : les dépôts à vue s'affichent en hausse sur un an (+3,0 %).

Pour l'ensemble des acteurs économiques, la totalité des outils d'épargne connaissent une progression, pouvant entraîner un effet retardataire sur la consommation.

Des taux d'intérêt des crédits globalement en hausse, hormis pour l'immobilier

À fin 2025, les taux des crédits aux entreprises augmentent : les crédits de trésorerie atteignent 4,55 % et les découverts 7,42 %, des niveaux supérieurs aux moyennes nationales (respectivement 3,55 % et 4,55 %). À contrario, le taux des crédits immobiliers recule à 3,65 %, proche du niveau national (3,35 %). Pour les ménages, les taux des prêts personnels et des crédits à la consommation diminuent à 7,37 %, tandis que le taux des découverts progresse et s'établit à 14,79 %, ils restent au-dessus des moyennes nationales (6,09 % et 7,86 %). Le taux des crédits à l'habitat diminue à 3,00 %, aligné sur celui de l'Hexagone.

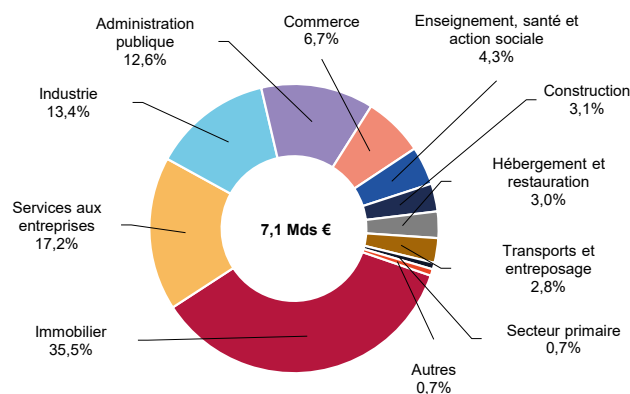
² S'agissant des établissements non installés localement, l'enrichissement progressif de la collecte IEDOM a intégré de nouveaux déclarants en 2025, ce qui affecte mécaniquement l'évolution des encours de crédits.

L'immobilier, premier secteur financé

Au 31 décembre 2025, les crédits déclarés au SCR atteignent 7,1 milliards d'euros (-0,2 % après +2,6 % en 2024). Trois secteurs concentrent près des deux tiers des encours : l'immobilier (2,5 milliards, +1,0 %), les services aux entreprises (1,2 milliard, +0,3 %) et l'industrie (1 milliard, +0,3 % après +27,5 %). Les financements de moyen et long terme restent majoritaires, représentant 77,9 % des risques portés par les établissements bancaires.

Les données présentées sont issues du Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France. Elles retracent la répartition par secteur d'activité des crédits octroyés par les établissements bancaires, installés localement ou non. Les montants concernent les crédits aux entreprises, aux administrations publiques locales et de sécurité sociale du département. Le seuil déclaratif est fixé à 25 000 €. Ces données ne sont pas comparables aux déclarations RUBA-SURFI, en raison d'un périmètre différent.

Répartition sectorielle des crédits déclarés au SCR au 31 décembre 2025



Source : SCR - Banque de France.

©IEDOM

Perspectives 2026 : une reprise à consolider dans un environnement incertain

À l'horizon 2026, les chefs d'entreprise abordent l'année avec prudence. Ils anticipent un premier trimestre marqué par un maintien global de leur activité et prévoient une stabilisation de leur trésorerie. En revanche, les perspectives d'investissement sont plus limitées qu'en 2025. Ces anticipations s'inscrivent dans un environnement international instable. Le conflit au Moyen-Orient entretient des tensions sur les prix du pétrole, renchérissant les coûts de transport aérien et, malgré l'encadrement local, ceux des carburants pour les ménages comme pour les professionnels. Le blocage du détroit d'Ormuz accentue par ailleurs les risques logistiques, notamment pour l'acheminement d'intrants essentiels, en particulier dans le secteur du BTP.

Dans ce contexte, la trajectoire économique du territoire dépendra de la capacité à activer les relais de croissance identifiés. Après la livraison de plusieurs chantiers structurants en 2024-2025, la dynamique repose désormais sur la concrétisation des projets programmés : extension du port de Jarry, Plan Eau, investissements départementaux, montée en puissance de l'Agropark et développement de nouvelles capacités hôtelières. Leur mise en œuvre effective sera déterminante pour soutenir l'activité, hors nouveaux chocs exogènes.

Le tourisme devrait rester un moteur important en 2026, avec un niveau de réservations satisfaisant selon les professionnels du secteur. Les prévisions de croisière demeurent bien orientées, avec une progression attendue du nombre d'escales. Pour autant, quelques inquiétudes pointent sur les prix des billets d'avion en lien avec la crise au Moyen-Orient. L'année sera également marquée par l'arrivée de la Route du Rhum, un événement majeur susceptible de renforcer l'attractivité de l'archipel et de générer un afflux supplémentaire de visiteurs. Toutefois, les professionnels

soulignent la nécessité d'améliorer la qualité de service et les infrastructures de base, aéroport, port, axes routiers, eau et assainissement, afin de consolider durablement l'image de la destination.

Le BTP évolue dans un environnement toujours fragile. La baisse des taux d'intérêt et la stabilisation de certains coûts de matériaux constituent des facteurs favorables, mais les difficultés d'approvisionnement, les retards de paiement et les tensions sur la main-d'œuvre continuent de peser sur les entreprises. La fermeture de la carrière de Deshaies et la fin de certains grands chantiers accentuent les incertitudes, rendant la commande publique et la sécurisation des financements déterminantes pour la reprise. Par ailleurs, l'entrée en vigueur progressive du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) pourrait renchérir certains intrants importés, notamment les matériaux à forte intensité carbone, ajoutant une contrainte supplémentaire pour le secteur.

Les entreprises, y compris les start-up et structures innovantes, rencontrent des difficultés croissantes pour financer leur haut de bilan, dans un contexte où les rares investisseurs se montrent plus sélectifs. Si cette situation peut limiter certains projets, elle pourrait également favoriser l'installation d'un nouvel acteur dédié au financement de la croissance, renforçant ainsi l'écosystème local.

Enfin, la dynamique démographique, marquée par un recul et un vieillissement de la population, constitue un enjeu majeur. Elle pèse sur la consommation, la disponibilité de la main-d'œuvre et l'attractivité du territoire. Cette situation invite à renforcer les politiques publiques d'attractivité, notamment par des investissements dans les infrastructures, l'amélioration de la qualité de service et la diversification de l'économie, dont la silver économie.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. GROH ■ Responsable de la rédaction : D. GORDON

Rédaction : C. CANDALEN, V. CHAUDERAC, T. COMBET, A. SHITALOU, J. SOUKAI